

LE DOSSIER DE RSHD

Élections municipales 2008

MONTBÉLIARD : élection et désindustrialisation

On a rendez-vous à la mairie de Montbéliard avec Louis Souvet qui vit une année cruciale, avec municipales en mars et sénatoriales, en septembre. Le maire connaît bien le sénat : il y siège depuis 1980, quand le parti majoritaire de l'époque l'a présenté avec Edgar Faure qui quittait le Palais-Bourbon, après son échec aux municipales de Pontarlier, en 1977. Louis Souvet faisait un ticket avec Edgar Faure et la formule avait suscité d'âpres contestations qui s'exprimèrent au « Congrès » de Mamirolle. On y vit deux agités qui, en couple, rêvaient toutes les nuits du sénat. On les entendit dénoncer le choix de Louis Souvet. Mais rien n'y fit : il fut élu et, en septembre prochain, il se représentera pour la 5^{ème} fois.

Il n'est d'ailleurs pas inerte dans la Haute Assemblée où la table de 2007 fait état de 190 questions posées par le maire de Montbéliard contre 2 et 14 pour les deux autres sénateurs du Doubs. À la vérité, on n'a toujours pas médité l'échec, en 1998, de ce sénateur haut en couleurs mais inexistant dans son assemblée. Les grands électeurs ne lui pardonnèrent pas.

Dans l'immédiat, c'est l'élection municipale qui s'impose pour la 4^{ème} fois puisque Louis Souvet enlève la mairie de Montbéliard en 1989, sur les décombres d'une gauche divisée. C'est une victoire symbolique pour l'ancien maire d'Exincourt.

Louis Souvet a le calme des vieilles troupes. Il ne brillera pas dans l'improvisation : rien sur Sarkozy; pas d'ouverture. Quant à ceux qu'il ne souhaitait pas voir, ils ont disparu de son champ visuel, à droite comme à gauche. Pas de souci sur son bilan: il a colorié la grisaille de Montbéliard, relancé la promotion immobilière, ramené les cadres, ouvert le Technoland, fait venir SBARRO, styliste automobile, arrivé de Pontarlier après avoir quitté Yverdon, engagé la construction d'un mini-Bercy de 5 000 places, l'Axone.

Tout va bien, sauf la vraie question dont il faut parler dans cette ville qui a été le berceau de l'industrie automobile et qui a été si longtemps le poumon industriel de la Franche-Comté. Or, et on n'aime jamais ce constat quand on est maire: la population de Montbéliard a perdu 20% de ses habitants en vingt ans. C'est, sans doute, moins que la baisse des emplois industriels de Peugeot, passés de 35.000 dans la décennie 70 à 12.000 aujourd'hui. Mais tout le laisse à penser : le site de Sochaux ne sera pas davantage ménagé que les autres du groupe PSA. Jean-Martin Folz annonçait 4 millions de véhicules. Christian Streiff vient de fixer l'horizon 2008 à 3,5 millions et ses investissements se situent d'abord en Europe de l'Est où le marché est porteur, alors que l'automobile française régresse dans l'UE et surtout sur le marché français.

Comment réagir face à ce lent déclin de Peugeot ? Les collectivités locales n'ont pas ménagé leurs efforts pour consolider le site. Elles n'en ont pas retiré, pour autant, de garantie, sur sa pérennité. Et sur le rôle de localisation des investissements industriels par les maires de grandes villes, on devine d'abord une résignation à la désindustrialisation. C'est une véritable déferlante et les maires ou présidents d'agglomération ont d'abord les yeux rivés sur les recettes de taxe professionnelle qui s'effritent. L'agglomération de Montbéliard a perdu plus d'un million d'€ en 2007. On a évoqué ici le débat à l'échelle de Besançon, dirigée par le

même parti depuis plus de 50 ans. Le sujet crée l'irritation plutôt que le débat, sauf l'une des listes en présence qui en a fait son thème majeur de campagne.

La réponse à ce grand débat de la contribution des villes et collectivités à la localisation d'investissements industriels ne fait plus de doute: elles sont le premier investisseur de France, mais c'est dans le social et le culturel. On aura deviné que cette situation ne prédispose pas à la reconquête industrielle dont la France a un impérieux besoin.

Alors, la réforme ? C'est le rapport Attali ou quelques idées simples de Louis Souvet ? Il faut réduire le millefeuille des collectivités ? Certes, mais laquelle supprimer ? Réintégrer les communes dans l'intercommunalité ou les départements dans les régions ? Il faut surtout en finir avec l'impossible équation d'un grand pays, la France, qui entend faire le grand écart, celui d'une économie ouverte et du maintien de lois sociales et fiscales qu'aucun voisin européen n'applique. Là est le débat et tant que l'on n'y aura pas répondu, il n'y aura pas d'investissement industriel en France et les investissements existants partiront. Mais il n'est pas tranché et il n'est pas sûr que les municipales 2008 y contribuent.